Entretien sur la décroissance,

Paru dans *Eléments* (2007/08)

Eléments : Contre le développement durable et l'ensemble des visions « progressistes » de l'écologie et de l'homme, une théorie de la « décroissance » a commencé à se développer dans les années 1970. Peux-tu la définir et décrire ses principaux développements ?

Alain de Benoist : Nous sommes confrontés aujourd'hui à deux phénomènes que chacun connaît bien : des pollutions de toutes sortes, qui transforment progressivement la Terre en poubelle et entraînent désormais de sérieux dérèglements climatiques, et un épuisement accéléré des réserves naturelles que notre planète avais mis des millions d'années à constituer. La cause majeure de cette situation est la civilisation industrielle, qui s'est lancée depuis deux siècles dans une folle course en avant sans se soucier de l'environnement et en s'imaginant que les ressources naturelles étaient à la fois inépuisables et gratuites, alors qu'elles n'étaient ni l'un ni l'autre. La théorie de la décroissance est née au départ d'une réflexion sur la notion de limites, et plus précisément de cette constatation qu'il ne peut y avoir de croissance économique (ou démographique) infinie dans un espace fini aux réserves naturelles limitées. Pour le dire autrement, nul ne peut vivre indéfiniment à crédit sur un capital non reproductible. L'économiste Nicholas Georgescu-Roegen a été l'un des premiers à présenter la décroissance comme une conséquence inévitable des limites imposées par la nature. L'idée a depuis été reprise, notamment dans les milieux écologistes, par un certain nombre d'économistes et de théoriciens.

En affirmant qu'il faut faire décroître l'« empreinte écologique » des sociétés industrielles, les « décroissants » constatent que nous allons dans le mur, qu'on y va de plus en plus vite et qu'il faut changer de cap. Mais la thématique de la décroissance a bien entendu aussi une portée anthropologique et un aspect moral. Elle a pour socle le refus de la démesure, le refus d'une évolution qui fait prédominer l'intérêt pour les choses inanimées sur les choses vivantes, qui rabat la notion de valeur sur les notions de calcul et de gain, et qui finit par transformer les êtres humains eux-mêmes en objets. L'école prône, non pas une limitation de la liberté, bien au contraire, mais un retour à la « vie bonne » dont parlait Aristote, par opposition à la « vie » ordinaire considérée dans son seul rapport aux besoins élémentaires. C'est un refus de la marchandisation du monde, un refus de cette fuite en avant dans le « toujours plus », qui a pendant si longtemps consisté à internaliser les profits et à externaliser les pertes, sans se préoccuper du cadre naturel de vie ni des conséquences futures de nos

actions. C'est donc une théorie qui contredit à angle droit la mentalité dominante actuelle, selon laquelle il vaut mieux avoir plus que de chercher à être davantage (et même que l'être se résume à l'avoir).

Eléments : L'objectif dont on parle le plus aujourd'hui reste cependant celui du « développement durable », que tu critiques durement dans ton livre. Quelles sont les grandes lignes de cette critique ?

A. B. : Le développement durable consiste à réduire les coûts, à tenter d'utiliser moins de matières premières, à généraliser le recyclage, à fabriquer des produits moins gourmands en énergie, à faire plus appel à des sources d'énergie alternatives, etc. Tout cela est bel et bon, mais de telles mesures ne font de toute évidence que reculer les échéances. Sachant que le navire ira se briser sur le rocher, on réduit sa vitesse, mais on se garde bien de changer de cap. Comme le dit très bien Patrick Viveret, le temps écologique (la mesure des équilibres naturels et du calendrier climatique) ne concorde pas avec le temps économique (l'approche purement quantitative et monétaire des comptabilités publiques). Le refus de prendre en compte cette discordance des temporalités montre que la doctrine du « développement durable » ne remet sérieusement en question aucun des principes de base de la société actuelle. Il s'agit toujours de retirer un profit des ressources naturelles et humaines, et de réduire la dette de l'homme envers la nature à des dispositifs techniques permettant de transformer l'environnement en quasi-marchandise. Or, on ne peut faire coexister durablement la protection de l'environnement avec la recherche obsessionnelle d'un rendement toujours accru et d'un profit toujours plus élevé. Ces deux logiques sont contradictoires.

L'un des aspects les plus absurdes de la croissance mesurée par le PIB (produit intérieur brut) est que celui-ci comptabilise positivement toute activité économique même lorsque celle-ci résulte d'une destruction de valeur, par exemple une catastrophe naturelle, un ouragan ou une « marée noire ». Je signale dans mon livre que la prise en compte, dans l'établissement du PIB, de ces destructions de valeur, d'une part, et d'autre part du coût réel de l'activité économique, rapportée à ses effets non marchands (impact négatif sur la biodiversité, destruction des paysages, pollution de l'air, etc.), conduirait à réévaluer très différemment nos indices de croissance.

Comme aujourd'hui tout le monde se dit peu ou prou favorable à l'écologie, ses adversaires ne veulent pas être en reste. Ils s'affirment écologistes, mais à leur façon. Leur discours, qui est celui d'à peu près tous les hommes politiques, se résume à tenter de concilier l'inconciliable. La « bonne » écologie, selon eux, est celle qui ne porte pas atteinte au primat de l'économie, leur idée étant qu'il ne faut surtout pas opposer ceux qui veulent protéger la planète et ceux qui veulent continuer à faire grossir leurs profits. Révélateurs d'une telle démarche sont les propos de Luc Ferry déclarant récemment : « Je suis résolument favorable à l'écologie pourvu qu'elle s'intègre en douceur à l'économie de marché ». Tout est évidemment dans le « pourvu que » ! Olivier Dassault, lui, va plus loin : « C'est par le marché que les problèmes peuvent trouver leur solution », la preuve en étant que désormais « les droits à polluer se vendent en Bourse ». Conclusion : « Finalement, l'écologie ne peut être que libérale ». On croit rêver.

Le « développement durable » cherche en fait à mettre au service de la logique du capital une discipline, l'écologie, qui par nature en conteste les fondements. C'est la raison pour

laquelle Serge Latouche n'hésite pas à le qualifier d'« oxymore ». Symbole de cette contradiction : Nicolas Sarkozy signant, à l'instar de toute la classe politique, le « Pacte écologique » de Nicolas Hulot, puis organisant le « Grenelle de l'environnement » au moment même où il se déclarait prêt à tout pour « relancer la croissance ». Bossuet disait plaisamment que « Dieu se rit des créatures qui déplorent les effets dont elles continuent à chérir les causes ». Vouloir à la fois le « développement » et le respect du cadre naturel de vie, c'est vouloir inventer le cercle carré.

Eléments : Dans ton livre, tu mets à mal, précisément, certaines idées recyclées régulièrement par les médias, notamment le principe pollueur-payeur. Au lieu de dissuader de polluer ou de « moraliser » l'émission de polluants, c'est en fait à la constitution d'un vaste et lucratif « marché de la pollution » à laquelle nous assistons : à ceux qui polluent le plus, et qui sont aussi les plus riches, on attribue de véritables « droits à polluer » moyennant un surcoût qu'is s'empressent de répercuter sur leurs prix. Mais que penses-tu du principe de précaution ?

A. B. : Le principe de précaution est la réponse apportée par les juristes à l'« indéterminisme métaphysique » (Karl Popper) qui s'est peu à peu imposé dans les sciences. Depuis Ludwig Boltzmann et Henri Poincaré jusqu'à Werner Heisenberg et Ilya Prigogine, le développement scientifique nous a conduits à abandonner le paradigme classique d'un réel accessible dans sa totalité à l'esprit humain, car l'impossibilité de connaître les valeurs initiales d'un système brise l'espoir d'une prédictabilité. Le rêve laplacien, participant d'une espérance ontologique fondée sur le déterminisme métaphysique et encore poursuivi par Einstein, Rosen et Podolski, tous hostiles aux conséquences épistémologiques de la révolution des quanta, a cédé la place à une représentation du monde incompatible avec l'idée libérale d'une « main invisible » accouchant d'une société harmonieuse par le simple biais du marché.

En France, comme on le sait, le principe de précaution est depuis 2005 incorporé dans le texte de la Constitution, qui stipule que, « lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent à la mise en œuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage ». Formulation assez modérée, et qui a donné lieu à des polémiques bien inutiles. Mais Jacques Attali n'en est pas moins dans sa logique quand il dénonce le principe de précaution comme une menace pour la croissance, tandis que Claude Bébéar, parlant d'« obscurantisme », assure que nous n'avons pas d'autre choix que de foncer en avant au motif que « nous sommes déjà embarqués » sur le bateau.

Bien entendu, tout dépend en fait des modalités d'application. Et j'admets aussi très bien l'objection de Jean-Pierre Dupuy, selon laquelle il y a des cas « où l'incertitude est telle qu'elle implique que l'incertitude elle-même est incertaine », en sorte qu'on ne peut alors « savoir si les conditions d'application du principe de précaution sont satisfaites ou non ». Mais ce sont là des cas-limites. Le principe de précaution n'est pas un principe faisant de la « peur » le moteur des politiques publiques, qui ne pourrait qu'entraver la recherche ou l'innovation et aboutir à la paralysie. Ce n'est ni un principe d'abstention, qui conduirait à ne rien faire, ni le fruit d'une « idéologie du troisième âge » aspirant au risque zéro. C'est un principe d'action qui, en s'efforçant de statuer sur le probable (lequel, comme le faisait observer Bergson, ne nous apparaît rétrospectivement « possible » que lorsqu'il est advenu) et en tenant compte de l'incertitude du savoir, fait simplement intervenir dans les décisions du

moment présent le souci de l'avenir. En d'autres termes, c'est un principe qui affirme que des mesures peuvent être prises même en l'absence de certitude absolue, et sans attendre d'impossibles expertises « définitives », pour autant que le risque ait été convenablement perçu et évalué.

Eléments : A tes yeux, la décroissance est-elle le prolongement naturel de l'écologie, sa traduction pratique ? Te semble-t-elle la seule réponse politico-économique à la crise écologique qui est en train de se dessiner ?

A. B. : Le sous-titre de mon livre est : « Penser l'écologie jusqu'au bout », ce qui répond déjà à la question. Il est clair à mes yeux qu'une préoccupation écologique rigoureuse conduit presque inévitablement à la théorie de la décroissance. Question de logique. Mais il est tout aussi clair que cette conviction n'est pas partagée par tout le monde. Certains écologistes préfèrent s'en tenir au « développement durable », d'autres sont tout prêts à céder aux sirènes de certain « capitalisme vert ». On peut l'expliquer par leur réticence à rompre nettement avec l'idéologie du progrès.

Le « développement » prolonge en effet cette idéologie du progrès qu'on trouve exposée dans l'*Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* de Condorcet, mais aussi dans plus anciennes formulations religieuses. L'idée que l'humanité est fondamentalement *une* et qu'elle est vouée à passer universellement par les mêmes stades se trouve déjà dans l'économie du salut proposée par saint Augustin (on est passé de l'économie du salut au salut par l'économie). La vision d'un développement unilinéaire du devenir historique, par opposition à la conception cyclique héritée des Anciens, est à l'origine propre au monothéisme, mais a inspiré tous les historicismes modernes, l'idée profane du « sens de l'histoire » se substituant à l'idée théologique de Providence.

Les partisans de la décroissance, il ne faut pas se le dissimuler, appellent à un changement de civilisation. Ils savent que ce qu'ils veulent conserver implique une véritable révolution (c'est en cela qu'ils sont des « conservateurs révolutionnaires »). Le thème de la décroissance heurte de plein front, non seulement une tradition occidentale fondée, depuis au moins la Renaissance, sur l'idée de domination de la Terre, mais aussi un système économique, le capitalisme, pour lequel l'activité économique implique une croissance sans fin, au deux sens de terme. On comprend dès lors les difficultés auxquelles ils se heurtent et les résistances qu'ils doivent vaincre. Toute tendance poussée à l'exponentielle implique ce qu'en mathématiques on appelle un passage à la limite. Les partisans de la décroissance se situent dans l'au-delà de ce passage à la limite.

Eléments : Les « décroissants » éprouvent les plus grandes difficultés à dégager un programme politique. En quoi pourrait consister une politique de la décroissance ? De toute évidence, pareille société n'est pas à l'ordre du jour. Ne pourra-t-elle se manifester que dans un contexte de crise aggravée, sinon de catastrophe ?

A. B. : Serge Latouche croit beaucoup à la « pédagogie des catastrophes ». Je suis un peu plus réservé que lui, car je crains que les catastrophes n'aient surtout des effets catastrophiques ! Ce qui est sûr, c'est que si l'on continue dans la direction actuelle, des catastrophes sont en vue. Cela dit, il faut souligner, malgré les piaillements des critiques à la Claude Allègre, que les travaux du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), qui

réunit aujourd'hui environ 200 scientifiques, n'ont nullement manifesté d'emblée une inspiration « catastrophiste », ce qui incite à les prendre encore plus au sérieux. Sur le réchauffement climatique, le premier rapport du GIEC, en 1990, s'affirmait encore agnostique. Ce n'est que dans le deuxième, publié cinq ans plus tard, que ce réchauffement a été déclaré avéré avec une forte présomption de l'action de l'homme pour expliquer l'augmentation des gaz à effet de serre qui bloquent le rayonnement infrarouge émis par la Terre. Le troisième rapport, paru en 2001, affirmait enfin avec netteté que l'essentiel du réchauffement des dernières décennies a été dû à l'augmentation des gaz à effet de serre imputable à l'utilisation des énergies fossiles.

Mais la question du réchauffement climatique n'est qu'un aspect du problème de l'évolution des écosystèmes confrontés à des déstabilisations entropiques. Il a été récemment révélé que la montée du niveau de la mer due au réchauffement climatique pourrait, non seulement entraîner la submersion de nombreuses terres côtières, avec toutes les conséquences économiques et sociales que cela implique, mais aboutir aussi à la contamination par l'eau salée de 30 à 40 % de l'eau potable souterraine existant dans le plateau continental. Or, seulement 2 % de l'eau présente sur Terre est potable, et l'on sait que les nappes phréatiques sont déjà en voie de diminution.

Le baril de pétrole, qui cotait 20 dollars en 2002, a pratiquement atteint les 100 dollars aujourd'hui. Or, le coût du pétrole ne peut que continuer à augmenter pour deux raisons simples. La première est que le « pic » est en passe d'être atteint au-delà duquel, la moitié des réserves originelles ayant été consommée, le pétrole ne pourra plus être extrait qu'à rendement décroissant. La seconde est qu'alors même que le pétrole est appelé à devenir une denrée rare, la demande est structurellement supérieure à l'offre et le sera obligatoirement de plus en plus à l'avenir. Quant à la production massive de biocarburants, comme l'éthanol, elle aura comme conséquence de faire encore diminuer les surfaces agricoles consacrées aux cultures vivrières. Cette situation est intrinsèquement polémogène : après les guerres du pétrole, nous aurons demain des guerres de l'eau.

On peut certes croire que le marché et l'inventivité humaine résoudront tous les problèmes, qu'on découvrira des réserves de pétrole inconnues, que les progrès technologiques feront augmenter le taux de récupération des gisements pétrolifères, que l'on mettra au point des énergies de substitution aussi rentables, etc. On peut croire cela, mais ce n'est précisément rien d'autre qu'un acte de foi. En nous convoquant à cet acte de foi, les théologiens de la croissance se révèlent être les derniers croyants de l'idéologie du progrès. Rien de plus.

Quant au programme politique des décroissants, contre lequel s'élèvent bien des objections (hausse du chômage, effets sociaux dévastateurs, etc.), il reste sans doute à préciser sur bien des points. Mais de nombreuses propositions pratiques ont quand même déjà été faites : relocalisation de la production, réorientation vers l'autosuffisance, réévaluation des coûts en fonction de leurs incidences non marchandes, suppression des produits jetables et pénalisation des dépenses publicitaires, réduction drastique du gaspillage et contrôle de l'obsolescence programmée des produits, limitation du crédit, développement de l'économie directe et du tiers-secteur, recyclages intensifs, limitation des consommations « intermédiaires », restauration du secteur agricole, relance de la démocratie participative dans la sphère publique locale, recours à tous les niveaux au principe de subsidiarité,

recréation du lien social (entre les individus, les communautés et les familles) et d'un tissu organique de corps intermédiaires, etc. Sur tous ces points, je renvoie au dernier livre de Serge Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine* (Mille et une nuits), qui souligne très justement l'importance que les « décroissants » accordent à la notion d'autonomie (et donc de subsidiarité) sous toutes ses formes économiques, politiques et sociales.

L'erreur serait de concevoir la décroissance conviviale comme un arrêt de l'histoire, une simple croissance négative. La décroissance ne propose pas de parvenir à un état stable, terminal, comparable à la société sans classes de Marx, à l'équilibre global des libéraux ou à la « fin des temps » de l'eschatologie classique.

Eléments : Que pensez-vous de la formule, défendue par certains « décroissants », d'un dividende universel, inconditionnel, généralisé à l'ensemble de la population ?

A. B. : Plutôt que de « dividende universel », je préfère parler de revenu de citoyenneté. C'est une idée que je trouve extrêmement intéressante, et qu'il faudra bien étudier un jour ou l'autre sérieusement, ne serait-ce que pour répondre aux objections qui lui ont été adressées. Ce qui est en tout cas révélateur, c'est que cette proposition, qu'on trouve déjà chez Victor Hugo et qui a reçu un début d'application pratique en Amérique du Nord, a trouvé des défenseurs dans les milieux les plus différents : en France, par exemple, elle a été soutenue par des écologistes comme Yves Cochet aussi bien que par Christine Boutin (un « revenu social garanti du berceau à la tombe ») et par certains libéraux, qui y voient un moyen de lutter contre l'assistanat. Elle n'a certes pas pour objectif d'encourager les gens à « ne rien faire » (d'autant plus que le seul revenu de citoyenneté ne garantirait pas un niveau de vie très enviable), mais vise à réorganiser toute la vie sociale sur des bases différentes. C'est aussi une claire remise en cause de certaine hypertrophie du salariat. Faute de place, car le dossier est complexe, je ne m'étendrai pas sur le sujet. Nous aurons l'occasion d'y revenir. Pour ce qui est de l'approche théorique et des modalités d'application, je renverrai aux travaux d'économistes comme Yoland Bresson, André Gorz, Laurent Geffroy, Philippe van Parijs, etc..

Eléments : La préoccupation pour l'« écologie profonde » (*deep ecology*) est une constante des divers mouvements de remise en question de la société libérale. De certains communautariens américains à Edward Goldsmith, Robert Hainard ou Arne Næss, ce mouvement s'est accentué avec l'apparition relativement récente de l'« écoterrorisme ». Qu'en pensez-vous ?

A. B. : Laissons de côté l'écoterrorisme, sur lequel il n'y a pas grand chose à dire, sinon que la plus raisonnable des doctrines peut toujours inspirer l'extrémisme ! L'« écologie profonde » a eu le grand mérite d'essayer de donner à l'écologie des bases véritablement philosophiques. Dans mon livre, je parle par exemple des débats sur la « valeur intrinsèque » de la nature auxquels elle a largement contribué. Je lui reproche en revanche de tomber dans l'excès inverse de celui qu'elle dénonce : le « biocentrisme » égalitaire défendu par certains de ses partisans ne vaut pas mieux que l'anthropocentrisme qui s'est donné libre cours depuis l'époque de Descartes ou Galilée. Ce qui se joue entre l'homme et la nature n'est pas un jeu à somme nulle où tout ce qui serait concédé à l'un serait automatiquement perdu par l'autre. Pour le dire plus clairement, je suis convaincu qu'on peut reconnaître la place exceptionnelle qu'occupe l'homme parmi les vivants sans pour autant rien concéder à l'idéologie de la maîtrise déchaînée et de la toute-puissance technicienne.

Eléments : « De l'homme et de la nature, écris-tu justement dans ton livre, la question n'est donc pas de savoir qui doit dominer l'autre, mais de savoir comment peut se réinstaurer et se maintenir le rapport de co-appartenance qui les lie ». Mais ce rapport, ce destin d'entre-appartenance entre la nature et l'homme, qui l'a fait céder et s'effondrer ? Et qu'est ce qui pourrait le faire réapparaître ?

A. B. : Vaste question. Historiquement parlant, ce qui l'a fait céder et s'effondrer, c'est l'effacement d'une représentation herméneutique du cosmos comme un tout harmonieux pouvant servir de modèle à la conduite des affaires humaines. Ce « désenchantement du monde », vidant la nature de tout ce qu'on lui attribuait auparavant de sacré, a incontestablement été le fait du monothéisme. Il a débouché, par le détour cartésien, sur la transformation du monde en un objet inerte dont l'homme était convié à s'instituer comme le « souverain maître ». Dualisme aigu, par conséquent, entre le monde-objet et l'homme-sujet, qui n'a pas manqué de légitimer toutes les formes d'arraisonnement de l'environnement naturel. Dans le même temps, la substitution d'une vision linéaire et monovectorielle de l'histoire humaine à la conception cyclique des Anciens a abouti au « progressisme » moderne. En ce sens, l'écologie apparaît incontestablement comme une réappropriation d'un autre rapport à la nature que celui qui a dominé ces derniers siècles. Il ne faut pas s'y tromper, ce qui est en cause en filigrane dans cette discipline, c'est bel et bien une question à la fois philosophique et morale concernant le rapport de l'homme à la nature : rapport de maîtrise ou de co-appartenance, de prédation ou d'amicale connivence.

Eléments : Pour faire venir à jour une décroissance probante, ne pourrait-on pas redoubler sur sa droite le « Comment ne plus être progressiste sans devenir réactionnaire » de Jean-Paul Besset par un « Comment ne plus être réactionnaire sans devenir progressiste » d'Alain de Benoist ? Réunissant anti-productivistes et anti-utilitaristes de droite et de gauche ?

A. B. : La Terre étant notre patrimoine commun et la préoccupation écologique traversant potentiellement tous les clivages hérités de la modernité, il est évident que les hommes de droite autant que les hommes de gauche, les hommes de gauche autant que les hommes de droite, peuvent avoir de bonnes raisons de protéger l'environnement. Il a d'ailleurs toujours existé un antiproductivisme et un anti-utilitarisme de droite, dont les racines historiques sont au moins aussi anciennes que celles de l'antiproductivisme et de l'anti-utilitarisme de gauche, qui furent longtemps entravés par les mirages du progrès. Serge Latouche va même jusqu'à reconnaître que « la critique radicale de la modernité a été plus poussée à droite qu'à gauche », ce que l'enrôlement récent de la plus grande partie de la droite sous la bannière libérale tend à faire oublier. Par contraste, il apparaît aujourd'hui clairement que le socialisme productiviste a toujours présenté des points de convergence majeurs avec la logique de l'expansion perpétuelle du capital, ce qui donne rétrospectivement raison aux partisans d'une « troisième voie ».

La conjonction transversale dont tu parles, et que j'appelle moi aussi de mes vœux, se heurte néanmoins à des pesanteurs persistantes d'un côté comme de l'autre. A gauche, un certain nombre de « décroissants » ont hérité d'un sectarisme dont ils ne parviennent pas à se défaire. La façon dont ils poussent des cris d'orfraie quand on vient s'installer sur ce qu'ils croient être leurs plates-bandes est véritablement pathétique. Inversement, on constate aujourd'hui une indifférence, voire une hostilité marquée envers l'écologisme dans des

milieux de droite qui se flattent hautement de ne pas « croire au réchauffement climatique » (« on nous raconte des histoires ! »), d'avoir d'autres priorités, etc.

Les causes de cette attitude sont variées. Quand elles ne résultent pas d'une adhésion pure et simple aux idées libérales, elles peuvent provenir d'un non-conformisme mal placé, d'un désir de prendre systématiquement le contre-pied de ce qui se dit ou s'écrit un peu partout (c'est toujours plus original d'affirmer que 2 + 2 font 5), ou encore d'un désir de volonté de puissance portant à faire accepter n'importe quelle forme de démesure. Dans les milieux de droite, certains définissent naïvement la civilisation européenne par l'esprit « prométhéen », sans se demander pourquoi, dans la mythologie grecque, Prométhée est condamné par les dieux (il représente l'esprit titanesque porteur de l'*hybris* annonciatrice du chaos). D'autres voient dans les écologistes des gauchistes mal repentis, ou dans l'amour de la Terre une forme de « mondialisme », sans même réaliser que la théorie de la décroissance propose d'enrayer la mondialisation en mettant l'accent sur le localisme. Du coup, ces milieux sont tout naturellement portés à accepter la logique de la prédation et le règne sans limite de la volonté de possession. On n'en est pas moins surpris que des adversaires de l'idéologie du progrès ne voient pas que l'écologie représente aujourd'hui la forme la plus vigoureuse de contestation de cette idéologie, que des gens pour qui l'homme est d'abord un héritier ne comprennent pas que l'environnement naturel fait partie de l'héritage, et que des adeptes des valeurs propres aux sociétés traditionnelles en viennent, par pure sottise ou paresse intellectuelle, à se faire les ardents défenseurs d'une modernité qui a laminé tout ce qu'ils auraient aimé conserver.

(entretien recueilli par Michel d'Urance et François Bousquet)

Décembre 2007